

Un développement dynamique et inclusif

Œuvrer pour un développement dynamique qui bénéficie à tous

Contribuer à la croissance au Japon et dans le monde



Comme l'a montré récemment la situation très instable au Moyen-Orient, le sentiment d'injustice qui émerge lorsque les fruits de la croissance sont distribués inégalement est un facteur de trouble social. L'importance d'un « développement inclusif », une approche articulée autour des disparités grandissantes qui peuvent accompagner la croissance économique et qui s'efforce de bénéficier à tous, est incontestable. La JICA entend contribuer à la croissance non seulement dans les pays en développement, mais aussi au Japon, en apportant une aide à la fois inclusive et dynamique.



Un développement inclusif

Depuis l'insurrection tunisienne de décembre 2010, le Moyen-Orient a connu une instabilité croissante et cette situation a fourni des indicateurs significatifs sur la manière dont il faut poursuivre les objectifs de développement. Concrètement, ces événements ont montré comment les problèmes d'emploi associés à une restriction de la liberté d'expression peuvent susciter des troubles sociaux dans des pays disposant de ressources abondantes, d'indicateurs économiques relativement hauts et d'un bon niveau d'éducation.

Le sentiment d'injustice qui apparaît lorsque la croissance s'accélère mais que les fruits de cette croissance sont mal distribués – notamment lorsque la population ne trouve pas de travail ou n'a pas de revenus suffisants malgré ses diplômes, et quand le mécontentement subsiste – a profondément

modifié le système international.

La JICA présente ici sa vision d'un développement « dynamique et inclusif », en d'autres mots, un développement actif qui bénéficie à tous. À travers le développement inclusif, la JICA souhaite faire partager les bénéfices de l'aide à un maximum de personnes par une participation large et équitable au « processus de croissance » et franchir les étapes vers la réduction de la pauvreté par une croissance économique durable. Cette vision intègre également la nécessité de prendre en considération le contexte dans lequel se trouvent les individus à partir d'angles différents afin d'assurer une certaine « inclusion » et d'« empêcher les disparités ». Le développement inclusif est basé sur la philosophie de la « sécurité humaine » qui est une politique fondamentale de la charte du Japon sur l'APD. Ce concept a pris une nouvelle dimension suite aux événements récents au Moyen-Orient.

1. Contribuer à résoudre les problèmes rencontrés par la communauté internationale

1

Accélérer la croissance et augmenter les bénéficiaires

Atteindre la croissance dans les pays en développement et au Japon
—La « prospérité mutuelle » visée par la Nouvelle Stratégie de croissance

Parmi les pays en développement, les besoins sont particulièrement urgents pour les pays qui font face à une extrême pauvreté. Par ailleurs, même dans les pays qui ont un bon niveau de croissance économique, les problèmes les plus profondément enracinés dans la vie quotidienne ne seront pas résolus si le développement n'est pas attentif aux inégalités entre les riches et les pauvres et si les fruits de la croissance ne sont pas partagés avec les citoyens ordinaires. Cela a été manifeste au fil des bouleversements politiques et des manifestations pro-démocratiques qui se sont succédés au Moyen-Orient depuis le début de l'année 2011. De nombreux pays à travers le monde connaissent une situation comparable et l'APD du Japon a un rôle important à jouer pour les aider à

faire face.

Les circonstances autour de l'APD ont également connu des changements profonds ces dernières années, et plus particulièrement en ce qui concerne la situation interne du Japon. À cause d'une économie stagnante depuis plus d'une décennie, le Japon a cédé sa place de deuxième économie mondiale à la Chine en 2010. Alors que la situation économique est entravée par une diminution de la main d'œuvre due au vieillissement de la population et à un faible taux de natalité, il existe un consensus grandissant en faveur de l'utilisation de l'APD du Japon pour contribuer à sa propre croissance économique. En matière de ressources, d'énergie, d'alimentation et dans d'autres domaines encore, l'économie japonaise est inexorablement liée à l'économie mondiale. Après le séisme de mars 2011, le Japon estime qu'en respectant ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale, en aidant à résoudre des problèmes de portée mondiale tels que la pauvreté et les maladies infectieuses et en contribuant à la paix mondiale et à la prospérité, il sert également ses propres intérêts.

Simultanément, des pays du monde entier – y compris des pays en développement – ont manifesté leur soutien au Japon dans les jours qui suivirent le séisme. Un tel soutien reflétait de toute évidence la confiance et la gratitude des pays qui ont bénéficié des programmes d'APD du Japon ces dernières années^{*1}. Par ailleurs, comme l'a mis en lumière la catastrophe, il existe des domaines dans lesquels les problèmes rencontrés par les pays en développement sont similaires à ceux du Japon, notamment l'environnement, les ressources et l'énergie.

Bien que la mission de la JICA soit de venir en aide aux pays en développement, les événements qui suivirent le séisme au nord-est du Japon ont montré que l'expérience de la JICA dans l'exécution des projets à l'étranger peut être appliquée sur le territoire japonais. Cela a été démontré par les activités d'aide aux victimes de la catastrophe entreprises peu après le séisme par des anciens volontaires de la JICA (JOCV) et par les ONG et les organisations à but non lucratif orientées sur la coopération internationale. Par conséquent, il est clair que parallèlement à son aide aux pays en développement avec les technologies et



Anciens stagiaires de la JICA portant des bougies et priant pour les victimes du terrible séisme qui a frappé le nord-est du Japon (bande de Gaza, Palestine).



Une ancienne JOCV de Mongolie (à gauche) dirige une équipe chargée de la distribution des produits de première nécessité dans un centre d'aide aux victimes à Sendai. Elle a poursuivi indépendamment ses activités en Mongolie à la fin de sa mission de JOCV, mais elle s'est rendue immédiatement à Sendai dès qu'elle a eu connaissance de la catastrophe.

- 1 Un expert japonais et son homologue dans le nouveau simulateur de tour de contrôle à l'aéroport de Ho Chi Minh (Vietnam).
- 2 Une école qui promeut l'éducation des femmes (Yémen).
- 3 Le terminal à conteneurs de Mindanao développé avec des prêts d'APD. Le terminal, construit dans un parc industriel du nord de Mindanao, a contribué à l'amélioration de l'environnement des affaires pour les entreprises japonaises locales (Philippines).
- 4 Une exploitation pilote de riz NERICA dans la zone d'irrigation de Mwea, qui bénéficie de l'aide de la JICA depuis de nombreuses années (Kenya).
- 5 Un professeur japonais et ses homologues effectuent un test sérologique pour déterminer l'efficacité d'un vaccin contre l'hépatite B (Fiji).

^{*1} Suite au séisme qui a frappé le nord-est du Japon, les bureaux de la JICA au Japon et à l'étranger ont reçu plus de 3 000 messages de sympathie de plus de 100 pays. Certains des messages exprimant un soutien amical et un prompt rétablissement ont été publiés sur le site internet de la JICA. http://www.jica.go.jp/information/disaster_msg/index.html (en japonais).

le savoir-faire japonais, la JICA devra se pencher sur les problèmes du Japon en utilisant les connaissances et les réseaux qu'elle a acquis par ses activités à l'étranger et en mettant en relation les aspects nationaux et internationaux de son action.

En juin 2010, la « Nouvelle Stratégie de croissance » du gouvernement japonais a été adoptée par le Cabinet. Cette stratégie vise à encourager les entreprises japonaises à

s'implanter à l'étranger, notamment dans les pays en développement, et à y soutenir une croissance durable. Les entreprises japonaises disposent de technologies de pointe dans des domaines tels que le développement des infrastructures, la conservation de l'énergie et l'environnement. Elles doivent donc plus que jamais saisir les opportunités d'utiliser ces technologies pour contribuer à résoudre les problèmes des pays en développement.

Atteindre la croissance économique avec les pays en développement et rechercher une « prospérité mutuelle » sont les deux piliers de la Nouvelle Stratégie de croissance. La JICA entend contribuer à la Nouvelle Stratégie de croissance à travers ses projets [→ voir les études de cas, pages 10 et 11].



Étude de cas **Projet de développement des capacités pour la transition vers le nouveau système CNS/ATM au Cambodge, au Laos et au Vietnam**

Un trafic aérien plus sûr et plus efficace à l'est du Mékong

La JICA a lancé ce projet de coopération technique en janvier 2011, en ciblant le Cambodge, le Laos et le Vietnam. Il vise à développer les capacités nécessaires à l'introduction des nouvelles technologies satellitaires d'exploitation des aéronefs et de contrôle du trafic aérien, à savoir les systèmes de communication, navigation et surveillance et de gestion du trafic aérien (CNS/ATM).



Un expert de la JICA (à droite) transmet aux homologues ses compétences en matière de contrôle du trafic aérien dans la tour de contrôle de l'aéroport de Vientiane, au Laos. Cette tour de contrôle a été construite grâce à des dons japonais.

Vers un nouveau système régional

L'introduction à l'échelle mondiale des nouveaux systèmes CNS/ATM est recommandée par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Ces systèmes permettent d'augmenter considérablement la sécurité et l'efficacité des transports aériens en améliorant la précision des vols et en raccourcissant les routes aériennes. Ces technologies jouent un rôle fondamental pour suivre la hausse constante de la demande dans le domaine du transport aérien.

Ce projet offre une aide technique par une formation professionnelle sur le terrain et au Japon avec les objectifs suivants : 1) le développement des capacités pour l'établissement d'une navigation aérienne fondée sur les performances (PBN) ; 2) le développement de programmes de formation sur les nouveaux systèmes pour les contrôleurs aériens et les techniciens du contrôle aérien ; et 3) l'introduction des systèmes de gestion de la sécurité (SMS).

La navigation fondée sur les performances, qui est au cœur des nouveaux systèmes, est une nouvelle technologie de navigation utilisant des informations de localisation par satellites. Cela permet d'emprunter des routes aériennes plus sûres et plus efficaces. L'introduction des systèmes de gestion de la sécurité est exigée par l'OACI. Avec ces systèmes, les opérateurs aériens gèrent le risque pesant sur la sécurité aérienne et adoptent systématiquement des mesures de prévention des accidents et des événements dangereux.

La période de coopération est de cinq ans. Les experts de la JICA basés au Vietnam se rendent au Cambodge et au Laos pour accomplir leur mission. La JICA met en œuvre des projets similaires aux Philippines et en Indonésie. À travers cette coopération, la JICA contribue à l'harmonisation du contrôle du trafic aérien en Asie du Sud-Est par l'introduction de nouveaux systèmes et l'apport d'un soutien technique pour assurer leur fonctionnement.

« Infrastructures matérielles » et « infrastructures immatérielles » —Promouvoir une coopération intégrée

Les « infrastructures » font généralement référence aux structures publiques telles que les routes, les écoles, les hôpitaux, les centrales électriques et les stations de traitement des eaux. Pour améliorer la vie des individus, il faut créer un environnement salubre en développant les systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement, et garantir l'accès à l'éducation et aux services sanitaires et médicaux. La priorité est donc de construire des installations et leurs moyens d'accès, notamment des routes, des ponts, des autobus et des voies ferrées et de fournir l'électricité nécessaire à leur fonctionnement.

Cependant pour vivre, les individus n'ont pas seulement besoin d'infrastructures « matérielles », disposant d'une maintenance et d'une gestion appropriées dans un cadre institutionnel et juridique adapté s'appuyant sur le développement des ressources humaines.

Un ensemble de droits doit être garanti pour les individus et les communautés. Les codes civils et les lois sur le commerce et d'autres domaines doivent être promulgués et il faut créer des environnements propices à l'investissement. Ces institutions et ces ressources humaines sont appelées « infrastructures immatérielles ».

Le terrible séisme qui a frappé l'est du Japon avait une magnitude de 9,0 sur l'échelle de Richter et il a provoqué un tsunami d'une hauteur sans précédent qui a dévasté les zones côtières. Les dommages matériels ont été immenses, mais la catastrophe a également mis en évidence l'importance des « infrastructures immatérielles », et notamment de l'éducation à la gestion des catastrophes qui a permis de sauver une quantité innombrable de vies.

Une coopération efficace s'appuie sur un juste équilibre entre les infrastructures matérielles et immatérielles. En octobre



Une rame du métro de Delhi, capitale de l'Inde, dont la construction a été financée par des prêts d'APD. La JICA apporte également une coopération technique et transmet son savoir-faire pour assurer un fonctionnement sûr et fluide du métro. [Photo : Shinichi Kuno]

2008, la nouvelle JICA, restructurée et dotée de compétences élargies, a pour la première fois été en mesure de combiner prêts d'APD, dons et coopération technique pour accroître flexibilité et efficacité lors de la mise en œuvre des projets. L'association de divers outils d'aide permet à la JICA de fournir une coopération intégrée allant de la formulation de plans de développement à la mise en place d'infrastructures matérielles et immatérielles en combinant, par exemple, prêts d'APD et coopération technique dans des projets de développement des infrastructures puis en les présentant comme un programme intégré aux partenaires [→ voir les études de cas, pages 60, 61, 83 et 85].

Partenariat public-privé — Construire une relation triplement gagnante « win-win-win »

À l'heure où la compétition s'intensifie et où les barrières au commerce et à l'investissement tombent, les entreprises privées augmentent considérablement leurs activités commerciales et leurs investissements dans les pays en développement. Parallèlement, la population active du Japon est en déclin depuis ces dernières années à cause de la baisse du taux de natalité, et la consommation intérieure devrait à terme être affectée. Il y a donc une nécessité de plus en plus forte de s'éloigner du modèle traditionnel de croissance économique basé sur la consommation interne. C'est dans ce contexte que la « Nouvelle Stratégie de croissance » préconise l'adoption d'une « série de mesures de soutien à l'exportation liée aux infrastructures » ; autrement dit, une stratégie pour renforcer la présence du Japon à l'étranger dans le domaine des infrastructures, basée sur une collaboration entre le secteur public et le secteur

privé. La Fédération des organisations économiques japonaises (Keidaren) et d'autres organismes économiques ont émis des recommandations pour la promotion d'initiatives communes entre le secteur public et privé. Une approche, connue sous le nom de partenariat public-privé (PPP), fait l'objet d'une attention particulière pour encourager la croissance économique dans les pays en développement. Les PPP visent à renforcer l'efficacité et la qualité de la coopération par une répartition rationnelle des responsabilités entre le

secteur public et le secteur privé, tout en utilisant les technologies, le savoir-faire et les capitaux du secteur privé. Cela implique généralement le développement d'infrastructures de base sur fonds publics (APD, etc.) tandis que le secteur privé investit dans les domaines potentiellement rentables et intervient dans l'exploitation, la maintenance et la gestion.

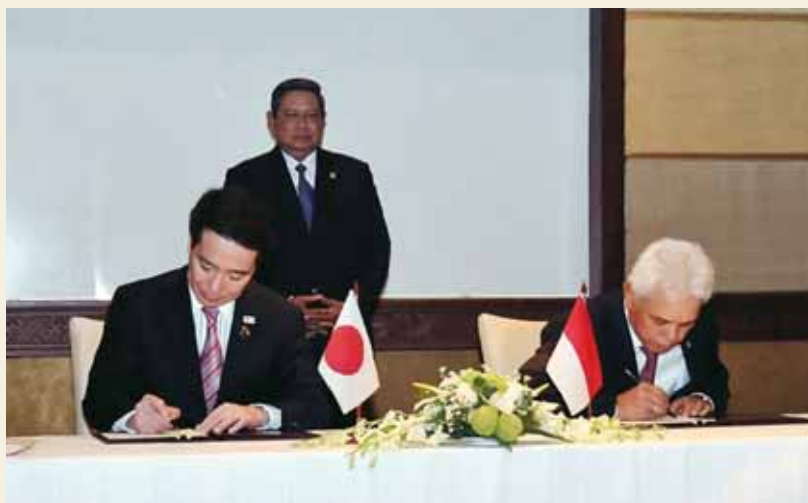
L'autre approche cible le marché à la « base de la pyramide » (BoP pour « Base of the Pyramid ») par lesquelles les entreprises privées font appel aux

Étude
de cas

Schéma directeur pour l'établissement d'une zone urbaine prioritaire pour l'investissement et l'industrie dans la région de Jabodetabek

Promouvoir la mise en place de systèmes d'infrastructures intégrées à l'étranger

Les gouvernements japonais et indonésien ont signé un mémorandum de coopération pour l'établissement d'une zone urbaine prioritaire, le 10 décembre 2010 en Indonésie. Cette initiative vise à développer un environnement propice aux investissements vers les infrastructures matérielles et immatérielles dans la zone métropolitaine de Jakarta. La JICA contribue à cette initiative en réalisant un schéma directeur qui établit les lignes directrices de la zone, tout en aidant à la formulation et à l'accélération des projets de développement hautement prioritaires identifiés dans le schéma directeur.



Signature du mémorandum de coopération par le ministre des Affaires étrangères japonais de l'époque, Seiji Maehara, et le ministre coordinateur indonésien chargé de l'Économie, Hatta Rajasa.

Un accord bilatéral de haut niveau

Le schéma directeur de la zone urbaine prioritaire présentera une vision à long terme du développement des infrastructures pour améliorer l'environnement des investissements dans la zone métropolitaine de Jakarta pour neuf secteurs principaux, notamment les ports maritimes, les routes et les aéroports. Les principes clés de cette vision sont « sûreté et sécurité » et « technologies respectueuses de l'environnement ». Les entreprises japonaises devraient contribuer aux investissements dans les infrastructures avec leurs technologies et leur expertise dans ces domaines.

La zone urbaine prioritaire a été désignée, dès le stade de la préparation, approche ministérielle de haut niveau. L'initiative se concentre principalement sur la formulation et la mise en œuvre de projets de développement. Le schéma

directeur permettra d'identifier les projets urgents et prioritaires et les mécanismes de financement qui pourraient être mis en œuvre ainsi que les possibilités de participation du secteur privé au développement des infrastructures. Le comité de pilotage de la zone urbaine prioritaire, composé des ministres concernés des deux gouvernements, a déjà été formé. Il supervise et soutient la mise en œuvre des projets et des mesures recommandés dans le schéma directeur.

La mission d'étude du schéma directeur de la JICA mobilise non seulement des consultants en développement, mais aussi l'expertise des sociétés de commerce et de service d'infrastructure ainsi que d'autres entreprises privées. Cela permet à la mission d'étude de faire des recommandations fermes avec des perspectives réalistes pour l'investissement et le fonctionnement des infrastructures ainsi qu'en matière d'urbanisme.



L'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie soutient le développement de l'enseignement supérieur scientifique en Égypte. Elle a ouvert ses portes en mars 2009 avec l'appui de plusieurs universités japonaises.

principes du commerce pour s'attaquer aux problèmes que les organismes d'aide ont du mal à résoudre seuls.

Ces approches qui visent à former des partenariats solides entre l'APD et le secteur privé pour stimuler le développement et la croissance sont bénéfiques pour les pays en développement et le Japon. C'est pourquoi la JICA renforce ses initiatives de promotion des projets d'infrastructure en PPP et des activités BoP. Durant l'exercice 2010, la JICA a lancé les « études préparatoires pour les projets d'infrastructure en PPP » basées sur des propositions soumises par le secteur privé. La JICA a également initié des « études préparatoires pour la promotion des activités BoP », destinées à collecter des informations et à formuler des plans d'activités à ce stade.

Par ailleurs, la reprise par la JICA des activités de financement des investissements du secteur privé, via un soutien financier aux entreprises qui souhaitent développer une activité dans les pays en développement, a été annoncée lors d'une « réunion ministérielle sur le déploiement de systèmes d'infrastructures intégrées à l'étranger » qui s'est tenue en décembre 2010.

Afin de continuer de soutenir la croissance économique dans les pays en développement, la JICA va encourager la mise en œuvre d'une aide plus efficace et rationnelle en renforçant les partenariats public-privé qui produisent des situations « gagnant-gagnant-gagnant » pour les pays en développement, le secteur

privé et l'APD, tout en tirant parti des capitaux et de la vitalité du secteur privé [→ voir l'étude de cas, page 11].

Sciences et technologies —Développement des ressources humaines et mise en réseau des institutions d'éducation supérieure

Les sciences et les technologies (S&T) jouent un rôle majeur dans la lutte contre certains problèmes tels que les dégradations environnementales et les maladies infectieuses ou dans la gestion des catastrophes. Les avancées dans les S&T sont essentielles pour atteindre la croissance économique, et l'augmentation des ressources humaines dans ce domaine est un moyen particulièrement important de promouvoir le développement.

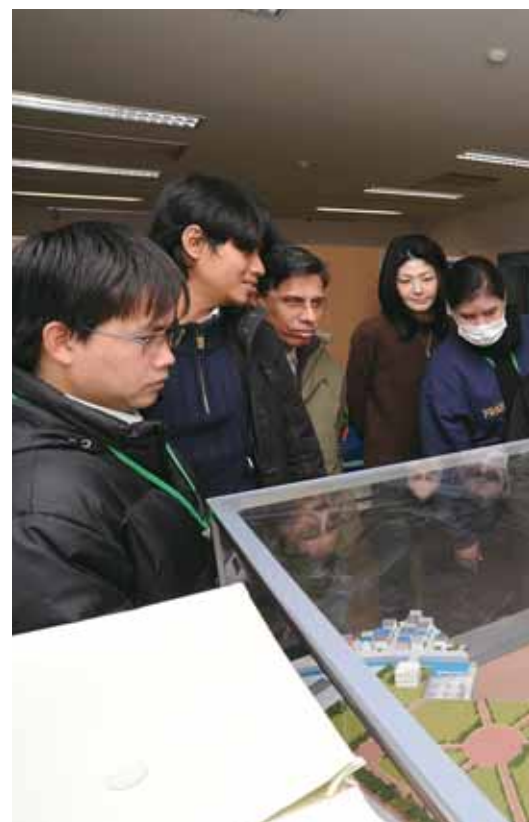
À cet égard, des membres clés de la Diète et du Conseil pour la politique scientifique et technologique, un organe de l'État japonais, ont émis une déclaration en mai 2008 sur « la nécessité de mener des recherches conjointes et de développer les capacités des universités et des instituts de recherche en se basant sur les demandes et les souhaits des pays en développement ».

Afin de parvenir à un développement durable dans les pays en développement, la JICA a promu le renforcement des ressources humaines en S&T et la mise en réseau des établissements d'enseignement supérieur dans le cadre d'une coopération technique qui tire parti de la longue expertise du Japon dans les S&T. L'Agence a mis en place une « coopération scientifique et technologique sur les problèmes mondiaux »*² lors de

l'exercice 2008. Elle participe également à des activités centrées autour de projets tels que l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST) et le Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net) pour promouvoir le développement des capacités des universités et des instituts de recherche [→ voir l'étude de cas, page 100].

2

*2 Cela fait plus particulièrement référence aux projets mis en œuvre dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS ; projet de coopération technique) et au programme d'envoi de chercheurs en sciences et technologie (envoi d'experts individuels).



Réponses aux problèmes mondiaux

Mesures de lutte contre le changement climatique

—Parvenir à l'atténuation et à l'adaptation

Une croissance mondiale durable ne peut être atteinte sans une réponse appropriée aux problèmes tels que le changement climatique.

L'année 2010 a été marquée par des événements dramatiques. De nombreux pays, dont la Colombie, le Pakistan, le Vietnam, le Bénin et le Venezuela, ont été touchés par de graves inondations et la JICA y a répondu en envoyant des équipes de secours et du matériel. Le Pakistan, en particulier, a connu des pluies torrentielles continues à partir de la fin juillet et les inondations qui suivirent ont affecté près de 20 millions de personnes. En Colombie, les pluies incessantes qui ont commencé en avril ont provoqué des inondations jusqu'en décembre et affecté plus de 1,6 million de personnes. Les inondations ont non seulement endommagé les ponts, les routes et d'autres infrastructures, mais elles ont causé des troubles sociaux importants en inondant les terres cultivables, en détruisant les récoltes et le bétail et en provoquant



Stagiaires devant une maquette écoutant les explications sur les mesures de lutte contre les inondations dans les grandes zones urbaines (Développement des capacités pour l'adaptation au changement climatique).

des épidémies de maladies infectieuses mortelles.

Pour faire face à ces catastrophes naturelles, la JICA organise des formations spécifiques au Japon parallèlement aux projets de coopération technique. En février 2011, des représentants asiatiques chargés d'élaborer les mesures de lutte contre les

catastrophes naturelles ont participé à une formation d'environ un mois, la troisième d'un cycle, sur le « Développement des capacités pour l'adaptation au changement climatique ».

Il est communément admis dans les milieux scientifiques que le changement climatique est au moins partiellement

Étude de cas Réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD-plus)

Promouvoir REDD-plus comme une approche pour atténuer le changement climatique

REDD-plus est un mécanisme visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à maintenir ou augmenter les stocks de carbone forestier en infléchissant l'évolution de la déforestation et la dégradation des forêts ou en conservant les forêts dans les pays en développement. La JICA conduit des projets REDD-plus partout dans le monde.



Déboisement au Laos

De la politique à l'action

La coopération de la JICA pour promouvoir REDD-plus se divise en trois volets : 1) le développement des politiques, des institutions et des capacités ; 2) l'amélioration des technologies de mesure des zones forestières et des émissions de carbone forestier ; et 3) la promotion d'activités de démonstration pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts. À travers chacune de ces approches, la JICA encourage un renforcement des partenariats entre les parties prenantes dans les pays en développement.

Au Laos, qui souhaite restaurer le taux de couverture forestière en déclin rapide ces dernières années, la JICA a envoyé des experts en politique forestière qui conseillent et forment les administrateurs des forêts afin de développer leurs capacités en matière d'élaboration des politiques et de planification institutionnelle dans le secteur forestier, notamment via le programme REDD-plus.

En Indonésie, qui fait face à un problème de feux de forêt causés par l'assèchement des tourbières et par l'agriculture sur brûlis, la JICA participe à

un partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) en collaboration avec les institutions concernées en Indonésie et l'Université de Hokkaido. Cette coopération comprend la détection des feux de forêt par l'utilisation d'images satellites, l'élaboration d'un modèle prédictif et l'établissement d'un système d'évaluation des stocks de carbone forestier dans le cadre du programme REDD-plus.

Par ailleurs, au Brésil, la JICA assure une coopération pour renforcer le contrôle des coupes illégales, fréquentes dans les vastes forêts amazoniennes. La JICA œuvre à l'élaboration d'un système de surveillance et au renforcement des capacités des homologues afin que la police fédérale brésilienne et l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA) puissent surveiller les coupes illégales avec des images satellites.

La JICA déploiera également une coopération globale dans ce domaine au Cambodge et au Vietnam.



Le programme de gestion de la lutte contre les inondations basé sur les communautés pour s'adapter au changement climatique dans le bassin de la rivière Nyando a permis de construire des structures de gestion des catastrophes dans 24 villages situés dans des bassins hydrographiques et d'améliorer la prise de conscience des résidents sur la gestion des catastrophes. [Photo : Shinichi Kuno]

Étude de cas **Projet de développement des capacités pour les stratégies de lutte contre le changement climatique en Indonésie**

Soutien global en faveur des mesures de lutte contre le changement climatique en Indonésie

La JICA fournit un soutien global aux initiatives du gouvernement indonésien pour lutter contre le changement climatique. Ce soutien s'étend de la formulation des politiques aux réformes institutionnelles en passant par le développement des capacités au stade de la mise en œuvre. Ce type d'aide qui agit aussi bien en « amont » qu'en « aval » du processus d'élaboration des politiques devrait devenir un modèle pour les futures coopérations.



Un atelier sur le Plan d'action national pour la réduction des GES, co-organisé par la JICA, l'Agence nationale indonésienne de planification du développement (BAPPENAS) et l'Agence de développement de Sumatra-Sud.

Soutenir la « formulation » et l'« exécution » des mesures de lutte contre le changement climatique

Jusqu'à présent, la JICA a proposé des programmes de développement résilients et sobres en carbone pour promouvoir les mesures de lutte contre le changement climatique en Indonésie. La JICA adopte cette approche pour encourager les initiatives gouvernementales en « amont » en définissant clairement les réformes politiques et institutionnelles en fonction de ces mesures au sein d'une « matrice d'actions », puis en accordant des prêts de manière progressive en se basant sur l'évaluation des progrès dans la réalisation de cette matrice.

La JICA a également lancé un projet de développement des capacités pour les stratégies de lutte contre le changement climatique afin de renforcer, au sein du gouvernement, les capacités administratives nécessaires au passage de l'« amont » à l'« aval » des politiques, c'est-à-dire procéder à leur mise en œuvre.

Le projet se compose de trois sous-projets. Le premier sous-projet a pour objectif de formuler des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) ainsi que de promouvoir un système de suivi, d'établissement de rapports et de vérification (MRV). Il vise également l'intégration des mesures d'adaptation dans la planification du développement en renforçant les capacités des décideurs et des praticiens à prendre par eux-mêmes des initiatives pour mettre en œuvre les mesures. Le deuxième sous-projet doit prévoir et analyser les divers impacts du changement climatique en évaluant la vulnérabilité et les capacités d'adaptation à partir de perspectives socioéconomiques plus larges.

Le troisième sous-projet a pour but de renforcer les capacités de développement des inventaires des émissions de gaz à effet de serre (GES)* afin d'établir un système de gestion apte à assurer la mise à jour régulière des inventaires tout en améliorant leur qualité.

responsable des pluies torrentielles, des tempêtes destructrices et d'autres phénomènes météorologiques néfastes. Les mesures de lutte comprennent l'utilisation accrue d'énergie dites « propres » et des « mesures d'atténuation » pour le contrôle des émissions de gaz à effet de serre. On compte parmi ces mesures le mécanisme REDD-plus (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière) qui vise à une réduction des émissions de gaz à effet de serre par le contrôle de la déforestation et de la dégradation des forêts [→ voir l'étude de cas, page 13]. Cependant, ces mesures n'ayant d'effets qu'à long terme, d'autres « mesures d'adaptation » doivent être prises à court terme.

Les projets de la JICA dans les pays en développement qui manquent d'infrastructures administratives et sociales fortes se concentrent sur les mesures d'adaptation couvrant une grande diversité de domaines, incluant non seulement la gestion des catastrophes, mais aussi les ressources en eau, l'agriculture, la conservation des mangroves, la protection de la biodiversité, le développement des infrastructures, la santé et l'hygiène.

La 16^e Conférence des parties de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 16) s'est tenue à Cancún, au Mexique, aux mois de novembre et de décembre 2010, pour discuter notamment de l'établissement d'un cadre international pour les mesures de lutte contre le changement climatique. La conférence devait permettre de trouver un accord sur un nouveau cadre international pour 2013 afin de remplacer le protocole de Kyoto qui a fixé des objectifs chiffrés pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au cours de la conférence, la JICA a organisé des événements parallèles portant notamment sur l'échange de quotas d'émission de GES entre pays développés et en développement et la réduction des GES par le contrôle de la déforestation. L'Agence a également présenté des projets qui intègrent simultanément les problèmes de développement et les mesures de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, et elle a tenu des discussions avec divers pays.

Par ailleurs, profitant de l'actualité de la COP 16, l'Institut de recherche de la JICA (JICA-RI) a publié un ouvrage intitulé *Adaptation au changement climatique et développement international*, paru aux éditions Earthscan, Royaume-Uni. Rédigé par Ryo Fujikura, chercheur invité à la JICA-RI, et Masato Kawanishi, conseiller senior de la JICA, cet ouvrage compile des résultats

* Les « inventaires de GES » indiquent la quantité de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique en termes d'émission et d'absorption pour chaque source d'émission/absorption dans chaque pays.

de recherches sur les mesures d'adaptation. Il présente des données de prévisions météorologiques pour divers pays qui ont été préparées dans le cadre de la formation « Développement des capacités pour l'adaptation au changement climatique » durant ces deux dernières années. La JICA contribue ainsi à la lutte internationale contre le changement climatique, non seulement par des projets spécifiques, mais aussi par des conférences et des recherches.

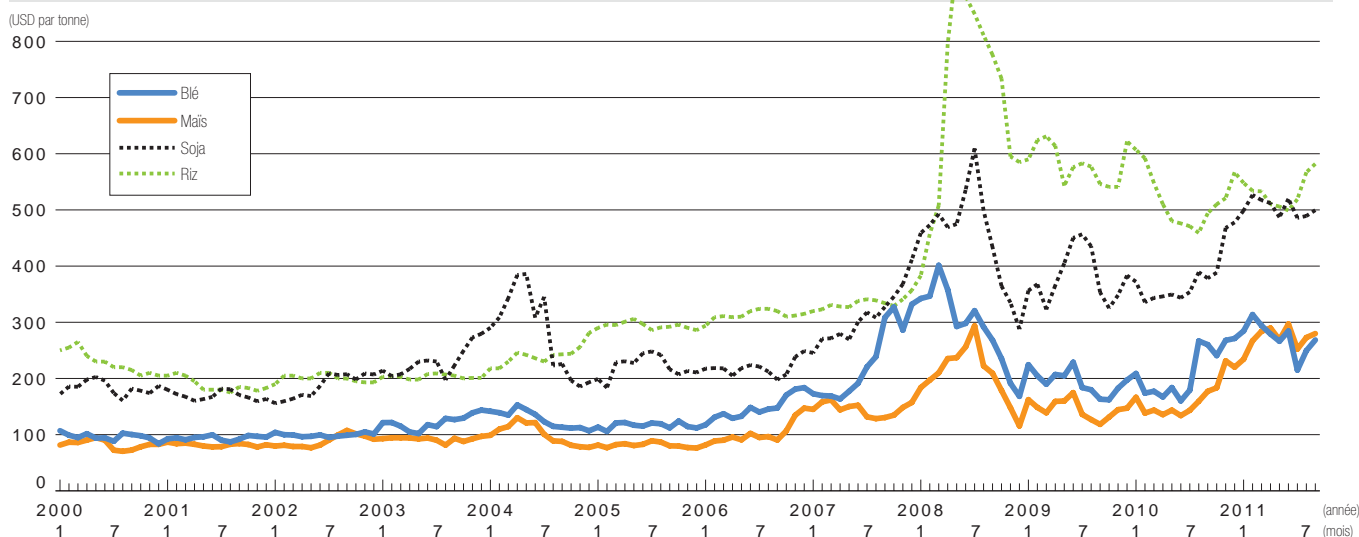
Sécurité alimentaire
—Vers le premier objectif du Millénaire pour le développement

La proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement est passée de 20 % au début des années 1990 à 16 % au cours des premières années du millénaire. Les prix internationaux des céréales ont commencé à grimper autour de 2006 pour plafonner au cours du printemps et de l'été 2008, avant de repartir à la hausse en 2010 et en 2011, après un déclin temporaire. Cette fluctuation et cette incertitude ont un impact profond sur les populations pauvres. On estime que cela a provoqué une augmentation du nombre de personnes vivant dans des conditions de pauvreté de plus de 40 millions dans le monde en 2010 et 2011 (estimations de la Banque mondiale) et que cela a été un facteur déterminant des bouleversements politiques en Tunisie, en Égypte et dans d'autres pays du Moyen-Orient au début 2011.



Homologue du projet de promotion du riz NERICA en Ouganda accompagné d'un expert japonais. Le projet promeut la diffusion du riz NERICA en Ouganda. [Photo : Shinoda Yuji]

Évolution des prix internationaux des céréales et du soja



[Source] Site internet du ministère de l'Agriculture, des forêts et de la pêche (Japon)

Cette situation pourrait entraver les efforts pour atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD) : réduire de moitié la proportion de la population mondiale qui souffre de la faim d'ici 2015. C'est pourquoi la JICA apporte son appui à l'approvisionnement stable en nourriture des populations menacées. Concrètement, elle soutient des initiatives visant à atteindre une production agricole durable et à améliorer les systèmes de distribution, de stockage et de commercialisation dans les pays en développement afin de renforcer la sécurité alimentaire globale [→ voir l'étude de cas, page 127].

La JICA participe plus particulièrement à des actions prioritaires qui comprennent le doublement de la production rizicole africaine à 28 millions de tonnes d'ici 2018, en collaboration avec la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique [→ voir les études de cas, pages 61 et 114].

Ressources et énergie

—Utiliser les technologies japonaises sobres en carbone et en énergie

Dans un contexte marqué par des problèmes environnementaux d'envergure mondiale et par une demande croissante des pays en développement et des économies émergentes, la stabilité de l'approvisionnement énergétique est devenue un problème important pour la communauté internationale.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE)^{*3}, la consommation d'énergie primaire dans le monde était de 12,3 milliards de tonnes (équivalent pétrole) en 2008. Ce chiffre devrait atteindre 16,7 milliards de tonnes d'ici 2035 et plus de la moitié de la demande proviendra des pays en développement. Par ailleurs, la consommation de l'Asie – plus particulièrement celle de la Chine et de l'Inde – devrait prendre une part relativement plus importante.

En outre, les troubles récents qui ont agité le Moyen-Orient, fournisseur de la plupart des énergies fossiles du monde, a un fort impact sur les prix de l'énergie. L'énergie alimente le développement industriel et social et elle est indispensable dans la vie de tous les jours pour le fonctionnement



La centrale géothermique d'Olkaria, au Kenya, située au pied d'un volcan endormi. En mars 2010, la JICA a signé un accord de prêt d'APD pour agrandir la centrale. C'est le premier projet à être qualifié pour l'obtention d'un prêt d'APD pour la lutte contre le changement climatique (prêt « Cool Earth ») en Afrique subsaharienne. L'extension de la centrale devrait contribuer à réduire les contraintes sur l'environnement mondial et produire de l'énergie. [Photo : Shinichi Kuno]

des transports, des communications et de l'infrastructure électrique, gazière et hydraulique. Les dommages subis par les centrales thermiques et nucléaires des préfectures de Fukushima, Miyagi, et Ibaraki, sur les côtes japonaises, suite au séisme du 11 mars, ont mis en évidence la nécessité pour le Japon et le reste du monde de réexaminer les politiques énergétiques et de diversifier les sources d'énergie. L'AIE a souligné que l'évolution du problème énergétique à long terme dépendra de la réponse des gouvernements nationaux à deux enjeux intimement liés : le changement climatique et la sécurité énergétique.

La communauté internationale – notamment les pays en développement, le Japon et d'autres pays industrialisés qui ont consommé d'immenses quantités d'énergie au cours de leur développement – doit maintenant se concentrer sur la « conservation de l'énergie » en utilisant les ressources énergétiques limitées de façon plus efficace et plus stable à long terme. De plus, tout en encourageant la conservation de l'énergie, le Japon doit également intensifier l'exploitation des énergies renouvelables.

Ayant connu deux crises pétrolières dans les années 1970, la Japon a mis en place des mesures d'économie d'énergie dans l'industrie et dans d'autres secteurs, et il a développé plusieurs technologies et établi des institutions pour conserver l'énergie. Le Japon est également devenu un expert des technologies sobres en carbone. Pour sa part, la JICA contribuera à diffuser le savoir-faire japonais dans le monde, à œuvrer pour la réduction de la consommation

énergétique, et par extension, pour la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Consolidation de la paix et prévention des conflits

Le nombre de conflits armés dans le monde progresse et de nombreux civils en sont les victimes. Les initiatives militaires ou politiques, la diplomatie préventive, le désarmement et la médiation se révèlent souvent inefficaces pour résoudre les conflits ou rétablir la paix. Il est par conséquent nécessaire de s'attaquer aux causes sous-jacentes telles que les écarts entre les riches et les pauvres ou l'inégalité des chances ainsi que d'utiliser l'aide au développement pour répondre à ces défis.

L'établissement de la paix est une condition préalable fondamentale pour résoudre les problèmes de pauvreté dans le monde et pour assurer la croissance économique dans un environnement sûr. L'APD est une approche indispensable qui caractérise la philosophie diplomatique du Japon : « contribuer à la paix et à la prospérité de la communauté internationale apporte la paix et la prospérité sur le territoire. » L'impact positif de l'APD a

^{*3} Perspectives énergétiques mondiales 2010 (AIE)

été manifeste lorsque de nombreux pays, notamment l'Afghanistan, le Rwanda, le Soudan et d'autres pays qui ont connu des conflits, ont offert leur aide au Japon suite au séisme de mars 2011.

En février 2011, les électeurs des régions méridionales du Soudan – un pays en proie à la guerre civile depuis plus de 20 ans – ont voté en faveur de l'indépendance du Sud-Soudan, effective en juillet 2011. Mais c'est bien avant, depuis l'établissement d'un accord de paix entre le Nord et le Sud à une conférence de donateurs à Oslo en avril 2005, que la JICA a commencé à mettre en œuvre des projets d'aide à la reconstruction dans les deux régions [→ voir l'étude de cas, à droite].

La guerre a ravagé la plupart des écoles, hôpitaux et autres services sociaux ainsi que les infrastructures de base nécessaires à la vie quotidienne au Sud-Soudan. La JICA a donc apporté une aide aux victimes du conflit par la formation professionnelle et l'amélioration des moyens de subsistance ; elle a répondu aux besoins humains fondamentaux, notamment dans le domaine de la santé, de l'enseignement des mathématiques et des sciences et de l'approvisionnement en eau ; et elle a participé à la reconstruction des infrastructures, notamment à la rénovation des routes et à la construction d'un port fluvial. Les efforts de la JICA se sont concentrés sur Juba, la nouvelle capitale, et l'Agence continuera de soutenir l'édification de la nation. Cela comprend une aide régionale pour instaurer la confiance entre le gouvernement central et ses entités locales et pour corriger les écarts régionaux afin d'ériger les fondations d'un fonctionnement stable de la nation et prévenir une résurgence du conflit [→ voir l'étude de cas, page 85].

Étude de cas Programme de santé et de soins médicaux au Soudan (projet de première ligne d'autonomisation pour la santé maternelle et infantile)

Des sages-femmes de village pour la santé maternelle et infantile

Après la guerre civile, les efforts de reconstruction se poursuivent au Soudan. À un moment où de nombreux bailleurs de fonds apportent une aide principalement consacrée au Sud, dévasté par la guerre, la JICA a voulu améliorer les services de santé dans l'ensemble du pays. Cet effort comprend le renforcement de la gestion de ressources humaines insuffisantes dans le domaine de la santé au Sud et l'amélioration de la santé maternelle et infantile au Nord.



De nombreuses sages-femmes étant analphabètes, la formation se concentre sur les compétences pratiques. Pour certaines participantes, la formation constituait la première occasion d'acquiescer des compétences et connaissances nouvelles depuis plusieurs décennies.

Au Soudan, plus de 70 % des femmes donnent naissance chez elles. Les sages-femmes de village (SFV) jouent donc un rôle fondamental en assurant l'offre de soins la plus proche des femmes enceintes ou allaitant. Un système consistant à placer une SFV dans chaque village a été mis en place. La présence de sages-femmes diplômées d'instituts de formation devrait non seulement faciliter les accouchements et améliorer la santé reproductive des femmes, mais aussi le niveau de santé global des résidents.

Bien que le nord du Soudan n'ait pas été directement affecté par le conflit, son système de santé a néanmoins été affaibli. Par conséquent, les indicateurs de santé maternelle et infantile (taux de mortalité maternelle, etc.) se situent à un niveau qui pourrait empêcher la réalisation de ses OMD. Depuis 2008, la JICA assure une coopération technique pour développer les capacités des SFV, qui se trouvent en première ligne des soins de santé maternelle et infantile, et pour renforcer

les réseaux et les systèmes qui soutiennent leurs activités.

Dans l'État du Sinnar, région pilote du projet, toutes les SFV (556 au total) ont effectué un stage de formation d'une semaine sur le terrain et elles ont reçu du matériel et des équipements pour procéder aux accouchements. Par ailleurs, des professionnels de santé qui conseillent et soutiennent régulièrement les SFV ont également suivi des formations, et un système pour le soutien technique, matériel et psychologique des SFV est actuellement développé.

Le gouvernement soudanais à l'intention d'étendre le « modèle d'autonomisation des SFV » à tous les États du Nord. Il déploie également de nombreux efforts pour renforcer ses capacités à apporter un soutien plus appuyé aux SFV par la seconde phase du projet, qui devrait commencer en août 2011.

* Ce rapport annuel décrit les projets mis en œuvre durant l'exercice 2010, les noms de pays et les autres informations mentionnées dans cette étude de cas précèdent donc l'indépendance de la République du Soudan du Sud, en juillet 2011.